

parfois des étrangers qui en savent un peu plus qu'eux dans certains domaines, y compris les forages sous-marins.

* * *

L'AGRICULTURE

LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS ENTRE CULTIVATEURS ET CRÉANCIERS—LA MESURE MODIFICATIVE

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture qui se rend certainement compte que des conditions comme celles que décrit l'œuvre de John Steinbeck *Les raisins de la colère* commencent à se retrouver dans certaines régions rurales du Canada. Si le ministre a vraiment l'intention de prendre des dispositions pour s'assurer que l'exploitation agricole familiale garde sa place dans l'agriculture canadienne et de prendre des mesures contre les banques canadiennes, est-il prêt maintenant à passer à l'étude de la deuxième lecture du projet de loi C-653, loi modifiant la loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers, afin de permettre aux exploitations agricoles familiales de survivre en ces temps très difficiles? Je peux lui assurer par votre intermédiaire, madame le Président, qu'il aura l'appui plein et entier du Nouveau parti démocratique pour l'adoption rapide de ce projet de loi.

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Madame le Président, j'ai eu un entretien hier avec le député libéral de Lambton-Middlesex qui a parrainé ce projet de loi, et je crois comprendre qu'il essaie de prendre des arrangements afin que ce projet de loi puisse être présenté sous une forme ou sous une autre. J'appuie le principe dont s'inspire ce projet de loi.

* * *

L'IMMIGRATION

LA DÉLIVRANCE DE PERMIS AUX CONSEILLERS

M. John McDermid (Brampton-Georgetown): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Le ralentissement de l'immigration au Canada a fait tout à coup surgir de partout un certain nombre de prétendus conseillers en immigration fournissant ce qu'ils appellent des conseils d'experts. Le ministre a-t-il envisagé la délivrance de permis aux conseillers en immigration accrédités au Canada?

● (1200)

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, je pense que le député signale là un problème grave que nous avons déjà commencé à étudier. Comme il le sait, nous avons commandé au groupe de travail sur l'immigration certains rapports portant en particulier sur les mesures à prendre au sujet des conseillers en immigration. Pour ce qui est de la délivrance de permis, nous nous sommes aperçus que cette question était de compétence mixte, fédérale et provinciale. On pourrait remédier à la situation en modifiant la loi sur l'immigration. Nous envisageons cette possibilité et nous espérons que le programme législatif de l'année prochaine nous permettra de le faire.

Questions orales

Entre-temps, nous établissons un certain nombre de méthodes administratives visant à remédier à la situation. Une de ces méthodes consiste à offrir d'autres sources d'information dans les régions où la demande d'immigration est forte. Nous avons rédigé une nouvelle série d'opuscules que nous sommes prêts à publier et qui donneront aux personnes visées des renseignements plus détaillés à ce sujet. En outre, nous avons travaillé en étroite collaboration avec mon collègue, le solliciteur général, et la GRC, en vue d'intenter des poursuites contre les personnes qui dont directement enfreint la loi et qui ont donné de mauvais conseils.

Je remercie le député de ses observations et je puis lui assurer que nous continuerons de faire tout en notre pouvoir pour remédier à cette situation.

* * *

LES PÊCHES

LA PUBLICATION DU RAPPORT KIRBY—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT AUX RECOMMANDATIONS

L'hon. John A. Fraser (Vancouver-Sud): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Océans. Tout le monde semble croire que le rapport Kirby sera rendu public jeudi la semaine prochaine. Le ministre pourrait-il me dire s'il fera un exposé sur les recommandations du rapport que le gouvernement a acceptées avant ou au moment de sa parution? Le gouvernement va-t-il faire une annonce à ce sujet et si oui, quel jour?

L'hon. Pierre De Bané (ministre des Pêches et des Océans): Madame le Président, je suis en train de mettre la dernière touche à ma déclaration. J'espère bien qu'au début de la semaine prochaine je serai en mesure de dire au député à quelle date le rapport sera rendu public.

* * *

LES CHEMINS DE FER

LA LOI SUR LES TAUX DE TRANSPORT DES MARCHANDISES DANS LES PROVINCES MARITIMES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre des Transports. Il paraît que le gouvernement aurait fait appel aux services d'experts-conseils pour savoir ce que les hommes d'affaires des Maritimes pensent de la loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces maritimes. Le ministre pourrait-il nous dire ce que son ministère a l'intention de faire à propos de cette étude? On craint beaucoup de perdre cet équivalent du tarif du Pas du Nid-de-Corbeau que constitue la loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces maritimes. Est-ce bien là l'intention du gouvernement?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, j'espère bien que nous parlons de la même chose: la question pourrait aussi bien s'appliquer à la loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces maritimes qu'à la subvention jusqu'au . . . ou à l'est de ce point-là. Je ne sais pas de laquelle parle mon collègue au juste.